

AVENIR DE L'AÉROPORT DE SION

Les chiffres du maintien sans l'armée sont connus

Pour l'aéroport de Sion, les chiffres sont clairs. *«Un aéroport peut atteindre un niveau de rentabilité, un petit équilibre, c'est-à-dire en ne tenant pas compte des investissements, à partir de 500 000 à un million de passagers annuels. Le grand équilibre, donc en faisant entrer les investissements dans le calcul, n'est atteint qu'à partir de 3 à 5 millions de passagers annuels»*, explique Jean-Pierre Jobin, ancien directeur de l'aéroport international de Genève et ancien président de Genève Tourisme. Lors du débat sur l'avenir de l'aéroport de Sion, organisé par les Verts valaisans, le Genevois a clarifié la situation: *«La rentabilité directe: vous ne l'atteindrez pas. Conserver l'aéroport de Sion est une décision politique. Au-delà de la rentabilité, il faut avoir à l'esprit le fait qu'un aéroport est un puissant instrument de développement économique. Il représente une rentabilité indirecte.»*

Un aéroport de brousse

Pour le député UDC Grégory Logean, ces chiffres indiquent que l'armée est indispensable à l'aéroport de Sion. *«Il faut garder les pieds sur terre même en matière d'aviation. A Sion, on est loin d'atteindre même le petit équilibre. Aujourd'hui déjà, avec la présence de l'armée, on en est à 2 millions de déficit par année. Plusieurs lignes charters ont été tentées, elles ont toutes échoué, même en haute saison. Si vous enlevez l'armée, Sion deviendra un petit aéroport de brousse comme la Blécherette.»* L'élue d'Hérémece ajoute, avec un humour tout personnel: *«Après le départ des jets militaires, la Ville de Sion viendra demander un soutien financier au canton... Je rappelle que la mendicité est en passe d'être interdite en Valais.»*

Le conseiller aux Etats Jean-René Fournier (PDC) est, légèrement, plus nuancé: *«Aujourd'hui, Nous nous trouvons en phase de consultation. Nous avons un partenaire qui paie 80% des frais et qui dit vouloir partir. En face, nous n'avons pas de consensus entre Valaisans sur ce qu'il faut faire. On peut imaginer des scénarios sans l'armée, mais reste à savoir qui a envie de payer. Il y aura des résistances, même dans la population sédunoise.»*

Aux yeux du président de la Ville de Sion, Marcel Maurer, on peut très bien faire vivre l'aéroport de Sion sans les jets militaires. Des jets, il n'en veut pas. Pour de nombreuses raisons. Parce que ces avions voleraient juste en dessus des zones de développement économique de la capitale valaisanne. *«Il y a 200 millions de moins-values foncières en raison de la présence des jets militaires»*, rappelle-t-il aussi. Pour le président, l'armée pourrait rester, même sans les jets. *«Je suis persuadé que des activités militaires sont possibles, même sans les jets. A Dubendorf, il y a bien des places de travail de l'armée, alors qu'il n'y a plus de vols. S'il y a toujours des vols de jets dans notre ciel, puisqu'on nous dit que les jets continueront de venir s'entraîner en Valais, je revendique des places de travail.»*

Et si l'armée quitte Sion? *«En cas de départ de l'armée, on ne va pas pouvoir équilibrer les finances de l'aéroport de Sion avec les seuls vols civils, mais on peut offrir des services à forte valeur ajoutée qui créent des places de travail. Il y a déjà de nombreuses sociétés qui se sont implantées à l'aéroport et une clientèle privée s'y intéresse.»* Marcel Maurer est conscient que cela ne suffira pas. *«Pour maintenir l'aéroport sans l'armée, il faut que les pouvoirs publics mettent sur la table 6 millions par an. Il faudrait donc 3 millions payés par la Ville et 3 millions par le canton. Cela peut paraître beaucoup, mais je rappelle que la piscine couverte coûte un million par an et les transports par bus 1,5 million. Il faut savoir ce que l'on veut.»*

Le coût de trois piscines

Cette comparaison fait réagir son collègue du Conseil, le Vert Christophe Clivaz. *«La différence avec la piscine, c'est que les Sédunois n'utilisent pas l'aéroport.»* Pour l'écologiste, il faut analyser le dossier sans état d'âme. *«Maintenant, il faut voir si on arrive à développer l'aéroport, ce qui semble difficile puisque cela fait des années qu'on essaie et qu'on n'y parvient pas. Si cela ne fonctionne pas, on passe à d'autres choses. D'autres activités peuvent être développées sur l'espace occupé par l'aéroport actuel.»*